

SOCIÉTÉ • ÉDUCATION

Après les polémiques autour d'Amélie Oudéa-Castéra, les personnels de l'éducation en grève jeudi pour défendre l'école publique

Lancé en décembre par quatre syndicats sur les questions de rémunération et de conditions de travail, le mouvement de jeudi recouvre des mots d'ordre désormais plus larges. Outre les enseignants et les personnels, les chefs d'établissements, les inspecteurs et l'enseignement privé sont aussi appelés à se mobiliser.

Par Sylvie Lecherbonnier

Publié hier à 18h17, modifié à 01h30 • Lecture 2 min.

Article réservé aux abonnés



La ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse, des sports et des Jeux olympiques, Amélie Oudéa-Castéra, lors d'une séance de questions au gouvernement, à l'Assemblée nationale, le 24 janvier 2024. JULIEN DE ROSA / AFP

Les syndicats de l'éducation l'affirment volontiers : Amélie Oudéa-Castéra « a catalysé » les mécontentements. Les polémiques autour des propos de la nouvelle ministre de l'éducation nationale et de la scolarisation de ses enfants dans l'établissement scolaire privé parisien Stanislas ont amplifié le mouvement de grève prévu le 1^{er} février.

Lire aussi | [Amélie Oudéa-Castéra, une ministre fragilisée à l'éducation nationale](#)



Lancée en décembre par quatre syndicats – la FSU, FO, la CGT et SUD – autour des questions de rémunérations et de conditions de travail, la mobilisation a été rejointe par le SGEN-CFDT, l'UNSA-Education et le Snalc, mais aussi des organisations représentatives des chefs d'établissement, des inspecteurs de l'éducation nationale ou de l'enseignement privé. Les syndicats s'attendent à une forte mobilisation. Dans les écoles primaires, le SNUipp-FSU, la principale organisation enseignante dans le premier degré, table sur 40 % de grévistes en moyenne et jusqu'à 65 % à Paris.

Le mouvement recouvre aujourd'hui des mots d'ordre plus larges que ceux lancés initialement. Ils peuvent différer d'une organisation à l'autre et vont de l'école inclusive à l'opposition à la réforme du lycée professionnel. Dans un communiqué commun, la FSU, la CGT, SUD, l'UNSA et le SGEN-CFDT mettent en avant « leur attachement au projet scolaire de l'école publique, laïque, gratuite et obligatoire », à savoir « accueillir partout tous les élèves sans distinction d'aucune sorte, être ambitieux pour chacun ». « Nous dénonçons les politiques qui organisent une forme de séparatisme social et contribuent à miner la cohésion sociale et notre démocratie », font-ils savoir.

« La semaine de rentrée de janvier a fait l'effet d'un lendemain de soirée déraisonnable aux personnels de l'éducation. On ne peut pas laisser tout faire contre l'école, on ne peut pas laisser tout dire », juge Elisabeth Allain-Moreno, secrétaire général du SE-UNSA, pour qui les enseignants demandent « du respect ».

« L'identité professionnelle des enseignants » atteinte

Le mouvement a aussi l'ambition d'alerter une nouvelle fois sur la crise que traverse l'école. « A l'instar de l'hôpital public, l'école publique n'est pas loin de l'effondrement et ne tient finalement que par la conscience professionnelle de personnels épuisés », affirment de concert la FSU, la CGT, SUD, l'UNSA et le SGEN-CFDT. Les enseignants veulent ainsi exprimer leur « ras-le-bol », affirme Elisabeth Allain-Moreno.

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Découvrir

Selon la seconde édition du Baromètre du bien-être au travail des personnels de l'éducation, réalisée par le ministère, leur satisfaction professionnelle est à un niveau plus faible que l'ensemble des Français en emploi, et les perspectives de carrière et le niveau de rémunération restent sources de mécontentement. « Cette mobilisation fait suite aux alertes sociales que nous avons déposées dans chaque département fin 2023. Les conditions de travail des enseignants sont dégradées. On manque de personnels pour tout, en particulier pour l'inclusion scolaire. Pendant ce temps, le gouvernement, lui, répond uniforme, Marseillaise et "choc des savoirs" », tance Guislaine David, la porte-parole du SNUipp-FSU.

Lire aussi |
[de niveau](#)

[L'alerte des chefs d'établissement scolaire sur la mise en place des groupes](#)



Les réformes lancées par le premier ministre, Gabriel Attal, lors de son passage au ministère de l'éducation nationale agrègent aussi les contestations. La mise en place de groupes de niveau en français et en mathématiques dans les classes de 6^e et 5^e à la rentrée 2024 cristallise les tensions. « Les collèges reçoivent leur dotation horaire de fonctionnement depuis début janvier et les collègues se rendent compte de ce que ces groupes de niveau veulent dire. Les réformes en cours touchent à l'identité professionnelle des enseignants qui ne veulent pas organiser le tri des élèves », détaille Sophie Vénétiay, responsable du SNES-FSU.

« Ces groupes de niveau sont aux antipodes de notre vision de l'école. Ils heurtent les personnels en termes de valeurs qui voient aussi toute l'organisation du collège remise en cause, abonde Catherine Nave-Bekhti, du SGEN-CFDT. Nous voulons faire comprendre à l'opinion publique en quoi cette politique éducative est néfaste à la société dans son ensemble. »

Sylvie Lecherbonnier